



Paris le, 13 octobre 2015

Comité Technique Ministériel du 13 octobre 2015 : un budget sacrifié, une action sociale amputée ; les fédérations des finances claquent la porte !

Le projet de Loi de Finances pour l'année 2016 a été présenté aux fédérations des finances par MM Sapin, Macron et Eckert lors du Comité Technique Ministériel (CTM) du 13 octobre.

Ce CTM se tenait dans un contexte de plus en plus difficile, marqué, de longue date, par un affaiblissement continu des services de « Bercy » et par l'engagement de lourds chantiers dont l'impact sur les missions et les conditions de travail est avéré (retenue à la source, réforme territoriale, revue des missions).

Ce budget prévoit à nouveau une vague de suppressions d'emplois et une baisse des crédits des administrations des ministères économiques et financiers.

Ceux-ci sont désormais les principaux contributeurs, frappés par les mesures de réduction des moyens alors que la charge de travail dans les services augmente et que leurs missions sont indispensables à la vie en société.

Au surplus, il acte, pour la première fois depuis 1989, une baisse du budget consacré à « l'action sociale » d'environ 12 millions d'euros. Cette décision est particulièrement lourde de symboles et de conséquences pour les agents.

Les fédérations ont tour à tour fait part du caractère intenable et insupportable des orientations mises en œuvre, année après année.

Elles ont également constaté la dégradation du dialogue social au sein des administrations de nos ministères tant au niveau central que local.

Face à ces annonces ministérielles et après leurs déclarations, les fédérations des finances ont quitté la séance.